Déclaration du CSCSO sur l’exception pour les écoles lors de cette deuxième urgence provinciale

Laura Walton, présidente du Conseil des syndicats des conseils scolaires de l’Ontario (CSCSO) du SCFP, a fait le commentaire suivant à la suite de la déclaration du gouvernement Ford d’une deuxième urgence provinciale face à la crise croissante de la COVID en Ontario :

> Hier, le gouvernement Ford a annoncé la mise en place de mesures d'urgence visant à ralentir la propagation de la COVID-19 dans la province, notamment un décret de maintien à domicile mitigé et des restrictions sur la mobilité des personnes.
>
> Cependant, les écoles de la province restent ouvertes. Seuls les établissements scolaires de certaines régions passeront à l'apprentissage virtuel et même là où c’est proposé, les élèves ayant des besoins particuliers continuent à recevoir un enseignement en personne. Des milliers de travailleurs de l’éducation du SCFP continueront d’être présents physiquement dans les écoles.
>
> À près d'un an de cette pandémie, le gouvernement n'a toujours pas imposé de mesures susceptibles d’aplatir la courbe. Il n'y a pas de traçage exhaustif des contacts. Les tests de dépistage sont insuffisants, surtout dans les écoles où les élèves sont souvent asymptomatiques. L'équipement de protection individuelle (ÉPI) fourni est inadéquat. Il n’est pas terriblement choquant de constater un nombre de cas sans précédent. Il est toutefois décevant que le gouvernement continue à faire porter la charge du ralentissement de la courbe entièrement sur les particuliers.
>
> Le SCFP demande au gouvernement d'augmenter le nombre de tests de dépistage dans les écoles. Dans les régions où les écoles sont fermées à tous, sauf aux élèves ayant des besoins spéciaux, nous demandons que ceux-ci soient testés. Nous demandons également que le même ÉPI offert aux travailleurs de la santé de première ligne soit mis à disposition de nos travailleurs de l'éducation qui s’occupent directement des élèves ayant des besoins particuliers, dont beaucoup ne peuvent pas porter de masque. Nous demandons que la province élabore un plan de traçage des contacts et que la question de la mauvaise ventilation dans les écoles soit traitée en priorité, plutôt que de se contenter d’aborder le problème du bout des lèvres. Et lorsque les travailleurs de l'éducation travaillent dans des conditions qui les exposent à un risque accru d'infection par la COVID, nous demandons qu'ils soient inclus parmi les premiers à être vaccinés.
>
> Les actions du gouvernement font une fois de plus ressortir le fait qu’il n’a pas de plan pour rendre les écoles sûres et qu’il reste fermement réticent à prendre des mesures fondées sur les préoccupations vécues des travailleurs qui s’occupent des élèves vulnérables de notre système éducatif.
>
> Ignorer ces préoccupations ne peut qu'aggraver et prolonger la crise de la COVID et ne permettra pas d’obtenir le soulagement que le gouvernement recherche.

MU:gb/sepb491